

Séance du 19 novembre 2009

Présents : M. W. Draps, Bourgmestre-Président ;

M. S. de Patoul, Mme A.C. d'Ursel, M. J.-C. Laes, Mme B. de Spirlet, Mme A.-M. Claeys-Matthys, M. P. van Cranem, Echevins ;

M. B. Cerexhe, M. E. Kesteloot, M. E. Degrez, Mme M. Willame-Boonen, M. D. Lagase, Mme C. Renson,

M. V. Jammaers, Mme J. Raskin, Mme C. Sallé, Mme F. de Callatay-Herbiet, M. F. Liégeois, Mme M. Vamvakas,

Mme D. Servais, Mme M. Nothomb, Conseillers communaux ;

M. G. Mathot, Secrétaire communal.

Patrimoine privé - Bâtiment "L'Auberge des Maïeurs" - Acquisition et montage d'un échafaudage et d'une couverture du bâtiment - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Procédure négociée - Transaction - Exercice 2009

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.04.2009 décidant, entre autres, premièrement, de choisir, comme mode de passation du marché de travaux urgents et imprévisibles relatif à l'acquisition et au montage d'un échafaudage et d'une couverture pour le bâtiment "L'Auberge des Maïeurs" au cours de l'année 2009, la procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure et de consulter au minimum 3 firmes en application de l'article 17 § 1 et § 2, 1°, c) de la loi du 24.12.1993, deuxièmement, d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges n° 2009/081, le métré et le devis estimatif d'un montant de 79.000,00 EUR, hors T.V.A., soit 95.590,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, troisièmement, de pourvoir à ces dépenses réclamées par des circonstances urgentes et imprévisibles en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale et, dernièrement, de proposer au Conseil communal l'inscription des crédits nécessaires ;

Vu sa délibération du 29.04.2009 prenant acte de la délibération susmentionnée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.04.2009 en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions du marché en application de l'article 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale et décidant d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.04.2009 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifié, de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 96.000,00 EUR à l'article 1240/724-60 (travail 102) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2009 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 96.000,00 EUR à l'article 1240/995-51 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2009 et de prévoir l'intégration, dans la comptabilité budgétaire, de cette inscription de crédits lors des prochaines modifications budgétaires ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19.05.2009 décidant, d'une part, d'attribuer à la S.P.R.L. AND CONCEPT, rue Laurent Delvaux 23 bte 4, 1400 Nivelles, B.C.E. 0892.142.850, moyennant la somme de 75.710,00 EUR, hors T.V.A., soit 91.609,10 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, conformément aux dispositions de la procédure susmentionnée et, d'autre part, d'engager à cet effet un crédit de 95.000,00 EUR à l'article 1240/724-60 (travail 102) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2009 en faveur de la firme précitée ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25.08.2009 décidant, d'une part, d'attribuer à la S.P.R.L. AND CONCEPT, rue Laurent Delvaux 23 bte 4, 1400 Nivelles, B.C.E. 0892.142.850, moyennant la somme de 3.600,00 EUR, hors T.V.A., soit 4.356,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché et par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, des travaux en extension du marché de travaux urgents et imprévisibles relatif à l'acquisition et au montage d'un échafaudage et d'une couverture pour le bâtiment "L'Auberge des Maïeurs" au cours de l'année 2009, à savoir la fourniture et la pose d'une bâche armée et, d'autre part, d'engager à cet effet un crédit de 1.000,00 EUR à l'article 1240/724-60 (travail 102) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2009 en faveur de la firme précitée ;

Vu l'arrêté du 29.07.2009 du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant suspension de sa délibération précitée parce que :

- l'offre de la S.P.R.L. AND CONCEPT a prévu le paiement d'une avance de 30 % du prix de la facture à la commande, ce qui est en contradiction avec les dispositions de l'article 8 de la loi du 24 décembre 1993 qui fixent que les paiements ne peuvent être que pour des services faits et acceptés ;

- l'offre de la firme désignée S.P.R.L. AND CONCEPT a prévu un délai de paiement de 30 jours après la date de facturation, ce qui est en contradiction avec les dispositions de l'article 15 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 susmentionné ; que dès lors, l'offre est irrégulière et aurait dû être écartée ; que tel n'a pas été le cas ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25.08.2009 prenant acte de l'arrêté du 29.07.2009 du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant suspension de sa délibération du 19.05.2009 prise notamment en matière d'attribution du marché relatif à l'acquisition et au montage d'un échafaudage et d'une couverture pour le bâtiment "L'Auberge des Maïeurs" au cours de l'année 2009 à la S.P.R.L. AND CONCEPT, rue Laurent Delvaux 23 bte 4, 1400 Nivelles, B.C.E. 0892.142.850, moyennant la somme de 75.710,00 EUR, hors T.V.A., soit 91.609,10 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 1°, c) de la loi du 24.12.1993 et décidant de maintenir sa délibération du 19.05.2009 en transmettant à l'autorité de tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le courrier électronique de la S.P.R.L. AND CONCEPT du 20.08.2009 renonçant aux articles 8.1, 8.3 et 8.5 de son offre du 13.05.2009 relatifs aux conditions de paiement, offre sur laquelle l'attribution dudit marché est basée ;

Vu la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.10.2009 constatant la nullité de plein droit de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19.05.2009 en raison de la transmission hors du délai de 40 jours fixé à partir de la réception de l'arrêté de suspension dans lequel sa délibération du 25.08.2009 justifiant l'acte suspendu doit être adressée à l'autorité de tutelle ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.10.2009 prenant acte, dans le cadre dudit marché, de la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.10.2009 constatant la nullité de plein droit de sa délibération du 19.05.2009 en raison de la transmission hors du délai de 40 jours fixé à partir de la réception de l'arrêté de suspension dans lequel sa délibération du 25.08.2009 justifiant l'acte suspendu doit être adressée à l'autorité de tutelle ;

Vu le courrier recommandé du 23.10.2009 émanant de la S.P.R.L. AND CONCEPT par lequel la commune est mise en demeure de régler le montant des travaux précités sous peine de poursuites judiciaires ;

Considérant qu'une procédure judiciaire obligerait immanquablement la commune à verser non seulement le montant des travaux effectués dans le cadre dudit marché, mais également les frais découlant de cette procédure ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de conclure une transaction afin de pouvoir régler le montant de cette commande erronée à la S.P.R.L. AND CONCEPT ;

DECIDE à l'unanimité, de conclure une transaction avec la S.P.R.L. AND CONCEPT, rue Laurent Delvaux 23 bte 4, 1400 Nivelles, B.C.E. 0892.142.850, visant à régler le montant de 79.310,00 EUR, hors T.V.A., soit 95.965,10 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, faisant suite à la nullité de plein droit de sa délibération du 19.05.2009 en raison de la transmission hors du délai de 40 jours fixé à partir de la réception de l'arrêté de suspension dans lequel sa délibération du 25.08.2009 justifiant l'acte suspendu doit être adressée à l'autorité de tutelle, dans le cadre du marché relatif à l'acquisition et au montage d'un échafaudage et d'une couverture pour le bâtiment "L'Auberge des Maïeurs" au cours de l'année 2009.

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 20 novembre 2009

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Pour le Bourgmestre :
L'Echevin délégué,

Zitting van 19 november 2009

Aanwezig : Dhr. W. Draps, Burgemeester-Voorzitter ;
 Dhr. S. de Patoul, Mw. A.C. d'Ursel, Dhr. J.-C. Laes, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-M. Claeys-Matthys,
 Dhr. P. van Cranem, Schepenen ;
 Dhr. B. Cerexhe, Dhr. E. Kesteloot, Dhr. E. Degrez, Mw. M. Willame-Boonen, Dhr. D. Lagase, Mw. C. Renson,
 Dhr. V. Jammaers, Mw. J. Raskin, Mw. C. Sallé, Mw. F. de Callatay-Herbiet, Dhr. F. Liégeois, Mw. M. Vamvakas,
 Mw. D. Servais, Mw. M. Nothomb, Gemeenteraadsleden ;
 Dhr. G. Mathot, Gemeentesecretaris.

Gemeentepatrimonium - Gebouw "L'Auberge des Maïeurs" - Aanschaffing en opbouw van een bouwsteiger en een dakbedekking - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Onderhandelingsprocedure - Minnelijke schikking - Dienstjaar 2009

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 alinea 1 ;

Gelet op zijn beraadslaging van 28.02.2007, waarbij besloten wordt, enerzijds, als gunningswijze van de opdracht betreffende verschillende asfalteringswerken op het gemeentegebied in de loop van het jaar 2007, de openbare aanbesteding te kiezen in toepassing van artikels 13 en 14 alinea 1 van de wet van 24.12.1993 en, anderzijds, in het kader van deze opdracht, het bestek, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 82.540,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 99.873,40 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, afgerond op 100.000,00 EUR ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.07.2007 waarbij besloten wordt, enerzijds, over te gaan tot de kwalitatieve selectie en een zeker aantal kandidaten te weerhouden en, anderzijds, deze opdracht aan de N.V. TRAVAUX STEPHANOIS, avenue des Metallurgistes 7, 1490 Court-Saint-Etienne, K.B.O. 0434.784.583, mits de som van 82.515,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 99.843,15 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, overeenkomstig de bepalingen van bovenvermelde procedure te gunnen en terzake een krediet van 100.000,00 EUR vast te leggen op het artikel 4210/735-60 (werk 012) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2007 ten gunste van bovenvermelde firma ;

Gelet op het besluit van 30.08.2007 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die bovenvermeld besluit schorst vanwege een onvoldoende vastlegging van kredieten ten opzichte van het aanbestedingsbedrag van de N.V. TRAVAUX STEPHANOIS en van de prijsherziening ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17.09.2007 waarbij akte wordt genomen van het besluit van 03.09.2007 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarbij vorige beslissing van 02.07.2007 geschorst wordt betreffende de aanduiding en de vastlegging van kredieten in het kader van de opdracht betreffende verschillende asfalteringswerken op het gemeentegebied in de loop van het jaar 2007, schorsing verantwoord door een onvoldoende vastlegging van kredieten ten opzichte van het aanbestedingsbedrag van de N.V. TRAVAUX STEPHANOIS en van de prijsherziening en waarbij besloten wordt haar beraadslaging van 02.07.2007 te handhaven mits de vastlegging van een bijkomend krediet van 30.000,00 EUR door aan de Gemeenteraad de inschrijving voor te stellen van een krediet van 30.000,00 EUR op het artikel 4210/735-60 (werk 012) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2007 - begrotingswijziging 2 ;

Overwegende dat, ten gevolge van een materiële fout, de vermelding betreffende de handhaving van haar beraadslaging van 02.07.2007 verdwenen is in haar beraadslaging van 17.09.2007 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.10.2007 waarbij besloten wordt een bedrag van 30.000,00 EUR vast te leggen op het artikel 4210/735-60 (werk 012) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2007 - begrotingswijziging 2 ;

Gelet op de brief van 08.08.2008 van de N.V. TRAVAUX STEPHANOIS, avenue des Metallurgistes 7, 1490 Court-Saint-Etienne, K.B.O. 0434.784.583, waardoor de gemeente in gebreke wordt gesteld om het bedrag van de bovenvermelde werken te betalen op straffe van rechtsvervolgingen ;

Overwegende dat een rechterlijke procedure de gemeente onvermijdelijk zou verplichten niet alleen het bedrag te betalen van de uitgevoerde werken in het kader van deze opdracht, maar tevens de kosten verbonden aan deze procedure ;

Overwegende dat er derhalve dient overgegaan te worden tot het afsluiten van een minnelijke schikking met de N.V. TRAVAUX STEPHANOIS teneinde het bedrag van deze werken te kunnen betalen ;

BESLUIT eenparig, een minnelijke schikking af te sluiten met de N.V. TRAVAUX STEPHANOIS, avenue des Metallurgistes 7, 1490 Court-Saint-Etienne, K.B.O. 0434.784.583 teneinde het bedrag van 21.645,86 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 26.191,49 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, te betalen ten gevolge het gebrek van beslissing van handhaving van de gunning van deze opdracht ten gevolge de schorsing van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het kader van de opdracht betreffende verschillende asfalteringswerken op het gemeentegebied in de loop van het jaar 2007.

VOOR EENSLUIDEND UITTREKSEL
Sint-Pieters-Woluwe, 20 november 2009

Op bevel :
De Gemeentesecretaris,

Voor de Burgemeester :
De afgevaardigde Schepen,